LE PLAN ECONOMIQUE DU PARTI SOCIALISTE

- Le discours intégral de François Mitterrand à l'Assemblée nationale.
- L'intervention d'André Boulloche au nom du groupe socialiste
- Le texte du document de travail rémis à la presse

Supplément à «l'Unité» n° 171

Collection Jean-Jaurès

LE DISCOURS DE FRANÇOIS MITTERRAND

(mercredi 10 septembre 1975)

M. le Président. La parole est à M. Mitterrand.

M. François Mitterrand. Comme vous, mes chers collègues, j'ai entendu le Président de la République parler d'unité nationale.

Ce sont des mots dont je mesure l'importance. Ce sont aussi des mots trop graves pour être employés sans d'extrêmes précautions.

Cela voudrait-il dire, par exemple, que les millions de Français qui ont condamné la politique économique et financière de M. Giscard d'Estaing en 1973 et en 1974 courraient le risque d'être accusés de manquer à l'unité nationale parce qu'ils refuseraient de lui faire confiance en 1975, juste au moment où il reconnaît lui-même qu'il s'est précédemment trompé ? *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

N'est-il pas d'autres politiques possibles ? Serait-on coupable d'y songer ? La société dirigeante actuelle a-t-elle le droit d'invoquer l'unité nationale, qu'elle ignore quand il s'agit de répartir les fruits de l'effort commun, de supporter la charge fiscale et de donner à tous l'égalité des chances ?

L'opposition n'est pas seule à penser que l'inégalité corrompt les fondements de l'unité nationale. Des voix se sont élevées dans les rangs de la majorité pour le dire avec nous et j'aimerais convaincre les autres aussi qu'il est plus urgent et plus utile de rétablir l'unité nationale en rendant d'abord justice à l'immense masse des hommes et des femmes qui portent le poids, non seulement des difficultés du moment, mais aussi, par état et comme par destination, celui des tares et du malheur de notre société. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

De la nation, mes chers collègues, nous en sommes comme vous. Nous la servons à notre façon qui vaut la vôtre. Nous prenons part aux délibérations du peuple, nous allons là où il nous délègue, nous siégeons dans ses assemblées, nous appliquons les lois que la majorité décide, nous remplissons, du mieux que nous le pouvons, notre devoir de citoyen dans la paix, nous lui obéissons quand la patrie est en danger.

Telle est la manière dont nous pratiquons l'unité nationale. Et c'est dans cet esprit que nous apporterons au texte qu'on nous propose nos observations, nos amendements, notre contribution. Nous verrons bien ce que vous en ferez !

Mais on a voulu créer ailleurs d'autres dialogues. Eh bien ! nous nous croyons que chacun doit rester à sa place. A la majorité d'élaborer la politique dont elle est responsable, à elle de gouverner. A l'opposition de faire valoir ses choix en évitant la confusion des genres. La bonne santé de la démocratie est à ce prix et le Parlement est précisément le lieu où cela doit être dit et fait. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Quant au désir renouvelé du Président de la République de rencontrer l'opposition, nous n'avons, nous socialistes, aucune objection de principe contre ce retour à un usage interrompu en 1958. Nous y répondrons quand nous l'estimerons opportun. Mais nous entendons être juges nous aussi, du champ dans lequel s'exerce l'intérêt supérieur du pays, sans jamais permettre à l'opinion de s'y tromper.

Vous vous plaignez d'avoir devant vous une opposition plus fermée au dialogue qu'elle ne l'est dans les autres démocraties occidentales. Nous nous plaignons, nous, d'avoir devant nous la majorité la plus sectaire *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes)* et la moins respectueuse des règles de la vie commune. *(Applaudissements sur les mêmes bancs — Exclamations et rires sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux).*

Je vous demande d'y réfléchir. Le caractère de petite politique pris par cette affaire, qui méritait d'autres égards, a éloigné cette perspective. Et s'il s'agit de dignité, je vous prie de respecter la nôtre. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

Mais revenons, mes chers collègues, à l'essentiel. Nous n'avons pas, c'est évident, la même explication des idées et des forces qui commandent les temps modernes et le débat d'aujourd'hui est particulièrement significatif de ce qui nous sépare.

On ne peut pas gommer l'histoire telle qu'elle résulte d'un système économique dont les rapports de production ont déterminé et déterminent encore les valeurs, les hiérarchies et, d'un côté, les privilèges et, de l'autre, les oppressions.

Le libéralisme se confond avec l'avènement de la bourgeoisie, d'une certaine bourgeoisie qui a conquis le pouvoir en épousant et en portant les aspirations populaires dressés contre les féodalités de l'ancien régime et qui l'a gardé en s'emparant des leviers de commande — les grands moyens de production et de crédit — qu'offrait à la nouvelle classe dirigeante le capitalisme naissant.

Même quand le libéralisme concède aux travailleurs en lutte des avantages sociaux, même quand il croit corriger ses propres abus en laissant sa haute administration inventer cet ensemble de règles anarchiques qu'on appelle le dirigisme, avancé ou non, il ne change pas de nature. Il répond à des intérêts, à des intérêts de classe et à la logique de ces intérêts en même temps qu'à une philosophie de l'homme et de la société.

La liberté d'entreprendre, d'investir, de capitaliser sans autre objet que le profit, sans autre frein que l'échec ou la ruine, avec pour corollaires la possession sans partage de l'appareil d'Etat et l'emploi d'un prolétariat dont on achète le travail à bas prix, tout cela fondé sur la croyance dans la vertu de la sélection naturelle, chacun conquérant sa place au soleil selon ses moyens, toute intervention d'un tiers-pouvoir apparaissant comme contraire au ressort même du système, à la limite comme une atteinte à la liberté ; telles sont bien l'idéologie et la pratique qui gouvernent le monde industriel occidental. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Eh bien ! nous socialistes, nous pensons que la société est tout entière régie par les exigences de l'accumulation du profit et par la volonté de maintenir, sinon d'accroître à tout prix la rentabilité du capital.

Nous estimons que ces deux exigences conjuguées déterminent la nature de la croissance, le mouvement des cycles, l'ampleur des crises, qu'elles conduisent à faire payer la croissance de la production par l'exploitation des hommes, les travailleurs, par la destruction des choses, celle de la nature et le gaspillage des objets, qu'elles tendent à la concentration en quelques mains, celles des plus forts — sociétés multinationales et grands monopoles aujourd'hui — des moyens de l'argent, mieux encore des moyens du pouvoir.

Ce qui signifie, par voie de conséquence, la dépendance des classes sociales qui travaillent et produisent et celle des peuples pauvres, avant que ce soient les peuples riches, mais moins riches que d'autres, qui, à leur tour, tombent en servitude.

Nous constatons qu'une crise économi-

que survient chaque fois qu'est menacée la rentabilité du capital. Partant de là, nous estimons que l'inflation, dans une société de ce type, est le mode privilégié de gestion des conflits, entre le présent et l'avenir, entre les classes sociales, entre les biens privés et les biens collectifs.

L'inflation, mes chers collègues, n'est pas un mal pour tout le monde.

Alors comment espérer la réduire si l'on ne soumet pas la loi du capital à un projet nouveau ? Et qui le fera sinon les groupes sociaux qui en sont les victimes ?

La demi-heure dont je dispose m'oblige à aborder maintenant la deuxième partie de mon intervention, qui traitera des dispositions concrètes contenues dans le projet de loi.

Je poserai tout de suite trois questions. La première à l'Assemblée : est-ce le moment ? La deuxième au Gouvernement : vous voulez la confiance, mais de qui ? Et la troisième, disons, à l'avenir : de quel mode de croissance s'agit-il ?

Est-ce le moment ?

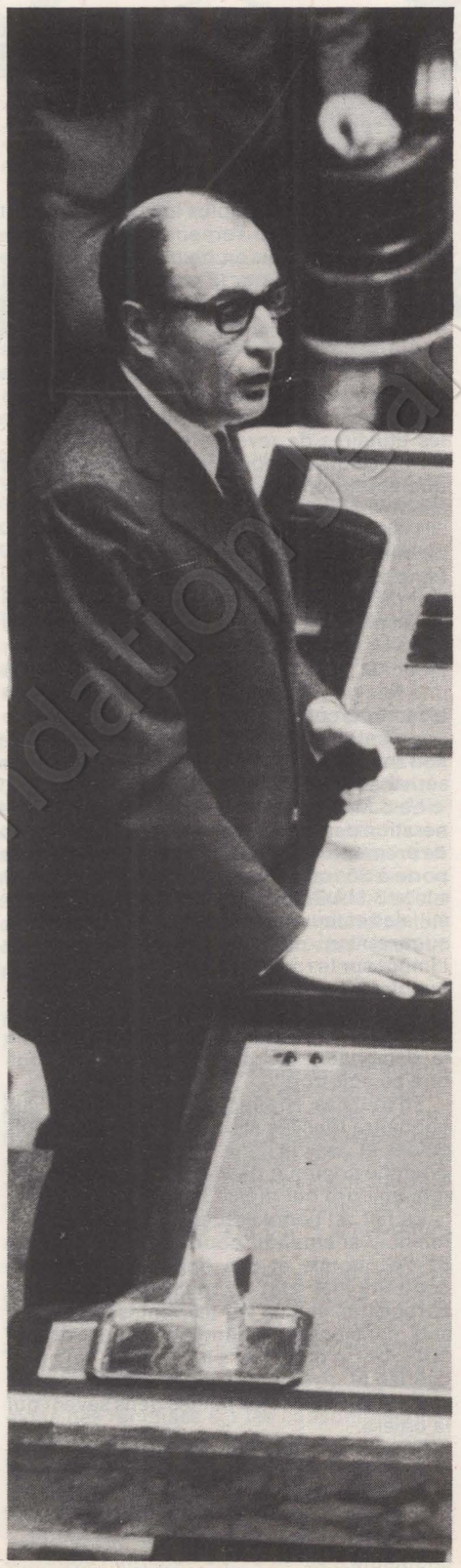
M. Giscard d'Estaing a déjà répondu : plus tôt, c'eût été une médecine trop rude pour un organisme fatigué ; plus tard, c'était la chirurgie. J'ai cherché en vain le bien-fondé de ces affirmations. Les prix ? Ils marchent sur un régime de croisière qui les situera à 10 p. 100 d'augmentation annuelle, pensez-vous, à 11 ou 12 p. 100 de moins que l'an dernier, soit exactement le chiffre correspondant à la baisse des cours des matières premières et du pétrole importés. Votre politique de récession et de chômage n'a pas fait bouger 1 p. 100. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

Et demain, si les prix des matières premières augmentent, ce qui a malheureusement commencé, nous nous retrouverons dans la situation précédente, compte non tenu des retombées inflationnistes du projet qui nous est soumis. Vous pouviez agir au moment où les prix des matières premières étaient au plus bas. Aujourd'hui c'est bien tard !

Le commerce extérieur ? Il est équilibré, mais nos importations ont diminué de 20 p. 100 tandis que nos exportations s'essoufflent, diminuent en volume et qu'aucune action d'envergure, de restructuration industrielle n'est entreprise pour fabriquer et vendre les biens d'équipement, les produits finis qui seuls fixeront pour longtemps un commerce bénéficiaire.

La réalité était-elle donc si différente quand la gauche, il y a quelques mois, réclamait la relance ? Oui, elle était très différente, au moins en ceci qu'au lieu de 1 200 000 chômeurs, on en comptait alors beaucoup moins.

Attendre, c'était se condamner à l'étiage dramatique d'aujourd'hui, qui montera demain, ce qui m'autorise à vous interroger : est-il encore question, monsieur le Premier ministre, de plein emploi, dont pas un mot n'a été dit par le Président de la République ? *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des radicaux de gauche et sur quelques bancs des communistes).*



Admettre un million permanent de chômeurs, c'est réduire à néant la lutte contre les inégalités, c'est mettre fin à la libération socio-économique de la femme, c'est boucher l'avenir des jeunes, c'est condamner au désespoir les adultes sans travail après quarante ou cinquante ans d'âge.

Or tout démontre, à la lecture attentive du projet de loi, qu'on accepte, qu'on s'installe, qu'on spécule sur l'anesthésie que quelques compensations de prudence procureront aux sans-emploi et que se reconstitue la fameuse armée de réserve que le grand capital garde toujours à sa disposition.

A l'heure où se répand le bruit que les pouvoirs publics s'apprêtent à combattre avec la dernière énergie le chômage et que ce plan y pourvoira, le ministre des finances montre quelque prudence dans ses prévisions. Boussac, la sidérurgie, la chimie, et ce ne sont ni la dérisoire embauche dans le secteur public ni la promesse d'une révision, au demeurant nécessaire, du nombre d'heures de travail et de l'âge de la retraite — que nous réclamons depuis longtemps — qui nous rassureront.

Qui donc, mes chers collègues, disait en septembre 1974 : « Il n'y a pas de crise de l'emploi en France » ? C'était M. Chirac.

Cette imprudente déclaration me servira de transition, monsieur le Premier ministre, pour passer à ma deuxième question.

Vous voulez la confiance ; mais de qui ?

Vous avez d'abord tourné en rond. Vous avez passé votre temps à attendre Grouchy, et Grouchy, comme d'habitude, n'est pas venu. Vous avez espéré la reconstitution des stocks. Vous avez espéré la reprise étrangère. avez espéré la relance par l'injection de petits paquets — vingt-trois milliards de francs quand même depuis le début de l'année ! Vous avez espéré l'accroissement de nos exportations. Vous avez espéré la chute du prix des matières premières. Vous avez accusé la lourdeur de la masse monétaire, bloqué les excès du crédit, condamné le déficit budgétaire, redouté l'invasion des eurodollars et des pétrodollars. Vous avez arrêté la demande intérieure.

Et puis, « crac » ! le Président de la République se rend compte qu'il ne tient plus la ligne qu'il s'était fixée, que ses défenses sont enfoncées, et il cède sur le crédit, il cède sur le budget ; il échoue dans sa tentative d'un nouvel ordre international ; il subit, bien entendu, l'augmentation du prix des matières premières. Bref, il cède partout, sauf sur un point : la consommation populaire. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Il est clair que le Gouvernement entend

→

LE DISCOURS DE FRANÇOIS MITTERRAND

Avant de chercher à vous concerter avec nous, sans doute feriez-vous bien de vous concentrer entre vous

rééquilibrer nos échanges extérieurs par une diminution de la consommation et qu'il utilise le chômage et la baisse de la production à cette fin.

Mais cette volonté, mes chers collègues, dépasse le domaine de l'analyse économique. Elle suppose, elle aussi, un choix de société.

Si vous n'allez pas plus loin, mesdames et messieurs du Gouvernement, c'est parce que vous savez qu'on ne peut attendre une véritable relance par la consommation tout en neutralisant l'inflation sans une nouvelle répartitition entre les salaires et les profits.

Alors, ce sont les salariés, les personnes âgées, les petits épargnants, les jeunes, les agriculteurs et même les petits et les moyens entrepreneurs que la crise atteint, tandis que les titulaires de revenus et de capitaux importants lui échappent, et cela durera autant que votre politique. *(Applaudissements sur les mêmes bancs).*

Certes, cinq ou six millions de famille recevront demain, par vos soins, des gratifications pour les enfants d'âge scolaire, les personnes âgées, les handicapés. C'est bien. Ce serait mieux si n'en étaient écartées d'autres familles, en particulier celles qui n'ont qu'un enfant et si, au lieu d'une libéralité accordée une fois pour toutes, vous aviez décidé une aide répercutée dans le temps. Mais une augmentation de 0,6 p. 100 de la consommation, non ! ce n'est pas juste et ce n'est pas sérieux.

Le S.M.I.C. à 1 700 francs par mois, l'exonération des taux de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, le minimum vieillesse porté à 30 francs par jour et aligné plus tard sur le S.M.I.C., la hausse des allocations familiales et leur indexation sur les salaires, la suppression du troisième versement de l'impôt sur le revenu en 1975 pour les contribuables ayant déclaré moins de 25 000 francs de revenus annuels, l'indexation d'un livret A par famille — et j'en passe — comme le demandent les socialistes, croyez-vous que ce soit trop ?

En tout cas, l'opinion sera juge lorsqu'elle connaîtra tous les éléments du plan en trois étapes et dans la ligne des objectifs du programme commun de la gauche que lui soumet aujourd'hui même le parti socialiste.

En fait, à l'heure actuelle, les achats diminuent. J'ai entendu pourtant M. le ministre de l'économie et des finances affirmer le contraire hier soir. Or une forte baisse a été enregistrée en juin sur les ventes des magasins parisiens et, phénomène plus inquiétant, on n'épargne plus parce qu'on a confiance, on épargne parce qu'on se méfie.

C'est la crise, et les petites gens savent qui la paiera.

Comparez maintenant, mes chers collègues, ce qui est accordé pour la consommation à ce qui est distribué aux entreprises : 5 milliards contre 13 milliards. Un moratoire d'impôts pour les patrons, mais pas pour les chômeurs.

Nous aussi pensons que les entreprises ont besoin d'être aidées, d'être incitées à produire, mais il faut qu'elles créent des emplois. Or elles reçoivent cette aide sans aucune contrepartie. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur quelques bancs des communistes).*

Pourquoi voulez-vous qu'elles embauchent quand elles ont à résorber un personnel en excédent et des heures de travail perdues ? Pourquoi voulez-vous qu'elles investissent alors qu'elles ne sont pas sûres de vendre, faute d'acheteurs, et que vous leur annoncez déjà que, l'an prochain, la rigueur budgétaire rétablie, il y aura beaucoup moins de crédits d'équipement et de commandes publiques ?

De plus, les entreprises que vous avez détaxées en reportant le paiement de l'impôt de 1975 sur 1976 paieront le doublement de la charge fiscale avec l'argent qu'elles mettront de côté. Et quel argent, sinon celui dont nous attendons des emplois ? Pensez-vous enfin qu'elles investiront en personnel plutôt qu'en machines ? C'est inconcevable et rien ne les oblige à agir autrement. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

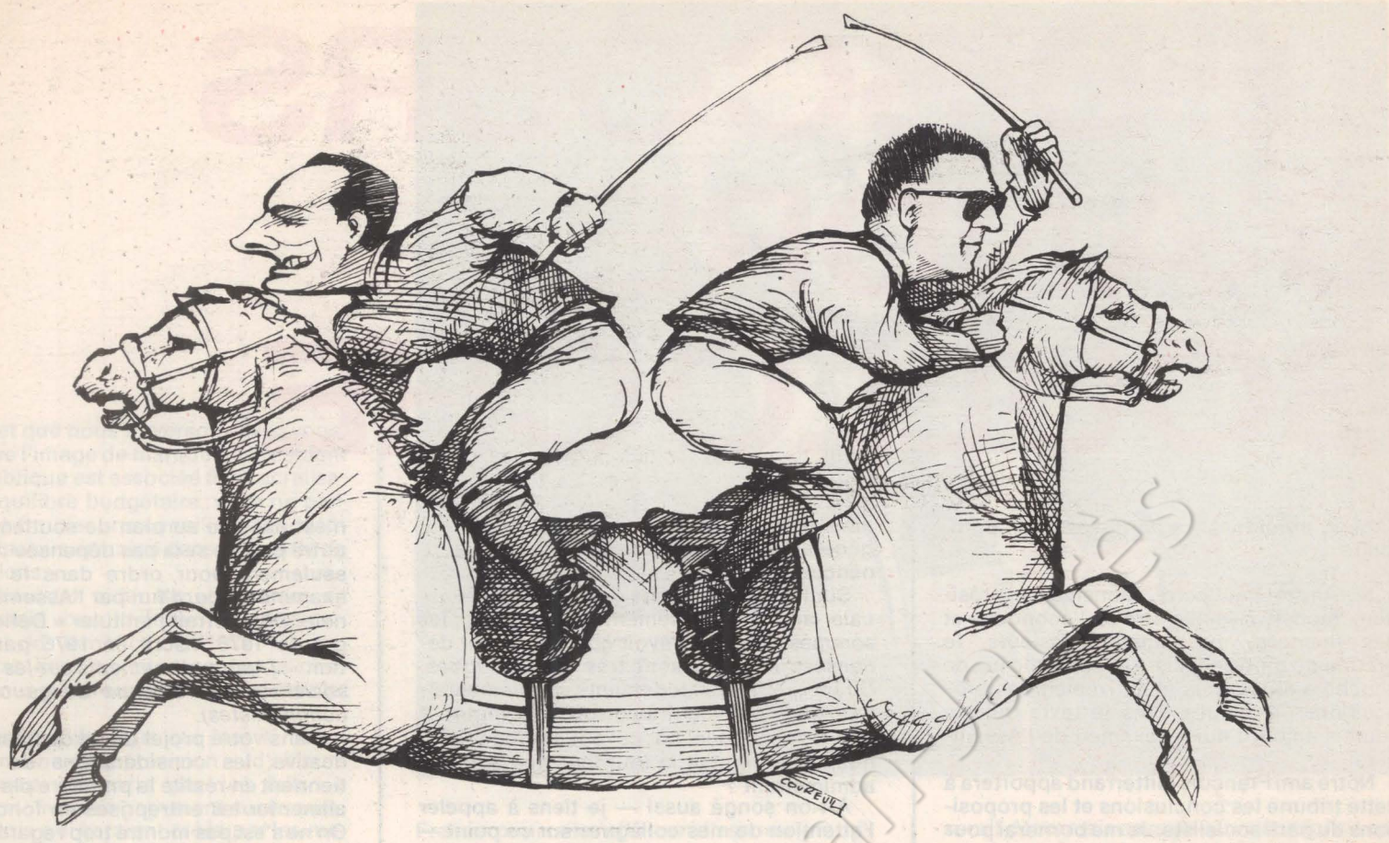
J'ajoute que la méthode choisie implique encore une fois la même orientation, celle que j'ai critiquée en dénonçant l'accumulation accélérée du capital. Les exonérations, par exemple n'iront qu'aux entreprises qui font des bénéfices. Si l'on songe aux faillites qui se multiplient et à cette nouvelle discrimination qui frappe les P.M.E., si l'on songe aux cadeaux insensés aux géants de l'industrie — les milliards de l'automobile, mais pas pour la Régie ! les milliards de la sidérurgie, mais on y licencie ! les milliards de l'électronique et les milliards du nucléaire, mais ce sont les Américains qui s'en servent ! — Comment douter que nous sommes devant un plan concerté de liquidation de milliers d'entreprises ?

C'est ce que constate honnêtement, je dois le dire, M. Jacques Borel, le grand patron de l'hôtellerie, de son ton inimitable : « La crise est faite pour les autres. Les forts en sortent plus forts. Il faut élaguer les arbres tous les cinq ans. Il en est de même en économie ». Et M. Ceyrac ajoute : « Les temps de misère ont souvent des contreparties. La disparition de certaines entreprises — douloureuse sur le plan social — peut être saine sur le plan économique ».

Mais tout cela est évident ! Je m'étonne seulement que tant d'entrepreneurs du commerce et de l'industrie aient pu croire un instant qu'en société capitaliste le plus fort ne mangerait pas obligatoirement le plus faible.

Dans l'aventure, c'est le budget de la nation qui reçoit immédiatement le premier choc.

Jusqu'alors, je vous avais entendu dire,



Monsieur le Premier ministre, que l'équilibre budgétaire signifiait lutte contre l'inflation et bonne tenue de la monnaie, que c'était une règle d'or.

M. Giscard d'Estaing avait même un moment songé à rendre constitutionnelle cette règle. Eh bien ! il serait ce soir dans de beaux draps ! Quarante milliards d'un coup, c'est un record ! On voulait faire du Poincaré ; un Poincaré à éclipses. Et quelle éclipse ! La lune des promesses non tenues occupe toute la place ! *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Attention mers chers collègues, ne vous y trompez pas. Les socialistes considèrent qu'un bon maniement du déficit budgétaire peut constituer un instrument nécessaire à l'activité de l'économie. *(Exclamations et rires sur les bancs de l'union des démocrates pour la République, des républicains indépendants et des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux).*

M. le président. Vous voyez l'intérêt que suscitent vos propos, monsieur Mitterrand !

M. François Mitterrand. Je n'en doutais pas ! C'est ainsi que j'ai interprété les interruptions.

A propos de ce qui me vaut ces réactions, je rappellerai simplement que Keynes, monsieur le Premier ministre, avait dit cela avant moi. Il vous faudra le relire. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

Disons, pour abréger, que nous aurions, à votre place, amorcé une vigoureuse réforme fiscale en commençant par un impôt extraordinaire sur les grandes fortunes. A cet égard, une précision devient indispensable. Y aura-t-il des impôts nouveaux, monsieur Fourcade ? N'y aura-t-il pas d'impôts nouveaux, Monsieur Chirac ? Avant de chercher à vous concerter avec nous, sans doute feriez-vous bien de vous concerter entre vous. *(Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes).*

Nous nous serions attaqués à la fraude, à la colossale fraude. Nous aurions épongé une part de l'épargne de précaution avec un emprunt de vingt milliards et nous aurions distribué autrement les équipements collectifs. Par exemple, tout en approuvant certaines des mesures que vous avez prises en faveur de la construction, nous serions allés très au-delà de 18 000 nouveaux logements.

Mais il est temps de conclure. Je le ferai avec cette ultime interrogation : de quel mode de croissance s'agit-il ?

Une société plus juste, plus économe, plus humaine, comme l'annonçait le Président de la République ? Mais il n'a pas été question une seule fois de réformes de structures ; il n'a pas été question une seule fois du VIIe Plan ; il n'a pas été question une seule fois du cadre de vie. Soyez-en sûrs, il n'y aura pas de nouveau mode de croissance sans le contrôle de l'investissement, et cela explique la nécessité d'une planification démocratique véritable et d'un vaste secteur public.

Il n'y aura pas de possibilité d'augmenter la part des dépenses publiques dans le P.N.B. sans réforme fiscale.

Il n'y aura pas d'égalité sans élimination des revenus spéculatifs et des rentes de situation ; pas d'égalité non plus sans une autre répartition des pouvoirs dans l'entreprise par l'organisation du travail et le contrôle des travailleurs, dans l'Etat par la décentralisation, dans la nation par le droit à la différence, par l'éducation et par la santé publique.

Non seulement vous vous êtes toujours trompés sur le taux de la croissance — vous annonciez 4,5 p. 100 et nous en sommes à zéro — mais vous vous trompez, vous nous trompez sur sa nature. La crise n'est pas à la mesure d'ajustements techniques. Elle exige des réponses sur les consommations, les équipements, les revenus, sur les finalités de la production et, bien au-delà, sur l'état des classes sociales et sur le devenir des peuples dominés.

M. Giscard d'Estaing l'a bien senti quand il a évoqué l'urgence d'un changement de cap et, disons le mot, à travers de nouvelles règles de croissance, d'une nouvelle façon de vivre. Il l'a senti, mais s'est arrêté là. Comme s'il avait voulu laisser sa part au rêve — le rêve pour les masses — et sa part au profit — le profit pour les autres. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Imaginez pourtant, vous qui croyez aux formidables réserves d'énergie, d'intelligence et de bonheur de l'homme, imaginez ce qu'un pays comme le nôtre pourrait faire en hâtant le moment où les Français, tous les Français, ayant acquis le pouvoir de connaître, auront enfin le pouvoir de choisir.

Mes chers collègues, c'est le débat. *(Applaudissements prolongés sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes).*

UNITELEDIS structure audio visuelle du P.S. vous propose 4 cassettes de formation :

6P CONNAISSANCE DU SYSTEME CAPITALISTE ANALYSE MARXISTE
▶ INTRODUCTION A UNE POLITIQUE INTERNATIONALE DU P.S.
▶ L'ACTION MILITANTE SUR LE TERRAIN

Prix unitaire 30 F. - La collection des 4 pour 100 F

Passez vos commandes avec chèque correspondant à :

UNITELEDIS 7, rue Viollet le Duc 75009 Paris

UNITELEDIS

LE DISCOURS D'ANDRE BOULLOCHE

M. le président. La parole est à M. Boulloche.

M. André Boulloche. Monsieur le président, monsieur le ministre de l'économie et des finances, mesdames, messieurs, le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche a étudié très attentivement les propositions contenues dans le texte qui est soumis aujourd'hui à l'examen de l'Assemblée.

Notre ami François Mitterrand apportera à cette tribune les conclusions et les propositions du parti socialiste. Je me bornerai pour ma part à quelques commentaires que l'examen sous l'angle budgétaire de ce texte, essentiellement politique, me conduit à formuler.

Les éléments positifs apparaissent à première vue. Cinq milliards de francs au titre de la solidarité, sous forme de soutien à la consommation sociale, représentent un effort, certes très inférieur à ce qui nous paraît indispensable, mais cependant appréciable.

Quant aux équipements collectifs, il faut y regarder de plus près pour voir ce qui leur est effectivement réservé, sous une forme nouvelle. Le total paraît compris entre sept milliards et sept milliards et demi. Nous n'aurions garde de le négliger.

Mais derrière cette façade séduisante, on est vite amené à constater que ce collectif budgétaire de trente milliards et demi et le déficit de quarante milliards qui s'ensuit constituent un trompe-l'œil assez grossier.

Il ressort de l'examen auquel s'est livrée la commission des finances que nous nous trouvons en présence d'un extraordinaire imbroglio de crédits de paiement et d'autorisations de programme, de subventions et de prêts, de reports d'encaissements et de paiements anticipés, qui rend tout contrôle budgétaire pratiquement impossible aux parlementaires décidés à remplir leur mission.

En effet, si certaines opérations sont simples, d'autres le sont beaucoup moins.

Entrent dans la première catégorie les dépenses de soutien à la consommation, les crédits destinés à pallier l'insuffisance des crédits de paiement qui seront versés au cours de l'exercice 1975, le décalage fiscal qui aboutira à différer certaines rentrées du Trésor.

Par contre, sur les crédits de paiement correspondant à des équipements publics et industriels, quelles sommes seront versées avant le 28 février 1976, compte tenu des habitudes de l'administration ? Les prêts du F.D.E.S. seront sans doute distribués avant cette date, mais nous n'en savons rien car nous n'avons aucune précision sur leur destination. J'espère bien, monsieur le ministre, que vous nous donnerez avant la fin de ce débat toutes explications utiles, satisfaisant ainsi le vœu présenté par M. le rapporteur général, au nom de la commission des finances.

Sur les 2 800 millions destinés à l'aide fiscale aux investissements productifs, les sommes dont on prévoit qu'elles seront dépensées en 1975 sont très hypothétiques. Quant aux 18 000 logements supplémentaires, quel paiement peut-on escompter à courte échéance en ce qui les concerne quand on connaît la lourdeur de l'appareil administratif ?

A-t-on songé aussi — je tiens à appeler l'attention de mes collègues sur ce point — s'agissant des travaux pour lesquels plus de dix milliards de francs sont prévus, qu'il faudra retrancher de cette dotation la taxe sur la valeur ajoutée que l'Etat se paie à lui-même, ainsi que la T.V.A. supportée par les agents économiques et destinée à financer la formation brute de capital fixe, exécutée avec des subventions de l'Etat, c'est-à-dire les collectivités ou les établissements publics ; ce qui représente deux ou trois milliards de francs de rentrées qu'il faut déduire de la balance de la loi de finances rectificative ?

Nombre des opérations présentées concernent davantage la trésorerie que le financement proprement dit. Il en va ainsi du décalage fiscal, des dotations destinées à combler les « insuffisances des crédits de paiement » et de la disposition tout à fait artificielle qui consiste à inscrire la totalité des crédits de paiement sur la même année que les autorisations de programme, ce qui est, soit dit en passant, la négation même de la notion d'autorisation de programme.

Toutes ces dispositions s'analysent donc comme des avances consenties au budget de 1976 au détriment de celui de 1975. Elles conduisent à frapper à l'avance d'une présomption d'inexactitude l'assertion selon laquelle le projet de budget pour 1976 serait en équilibre, même s'il est présenté comme tel.

Votre plan de soutien, monsieur le ministre, est un étonnant fourre-tout. Grâce à un adroit mélange entre les mesures dites de « développement de l'économie » — chiffrées à 30,5 milliards de francs — qui additionnent des crédits de paiement, des prêts à moyen terme, des facilités de paiement d'impôts à court terme et des mesures de régularisation qui n'ont rien à voir avec le plan de soutien, vous parvenez, en mettant bout à bout tout ce que vous pouviez inscrire, à un total de près de 40 milliards de francs qui vous permet d'annoncer triomphalement que le déficit atteindra 3 p. 100 de la production intérieure brute, ordre de grandeur comparable à celui qui existe chez nos partenaires. Où le triomphe ne va-t-il pas se nicher ?

En considérant les choses de plus près, on s'aperçoit que sur ces 40 milliards, une part n'est pas liée au plan de soutien et qu'une autre part ne sera pas dépensée : elle figure seulement pour ordre dans le document examiné aujourd'hui par l'Assemblée nationale. On pourrait l'intituler « Déficit du budget de 1976 inscrit en 1975 par anticipation ». *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes).*

Dans votre projet de loi de finances rectificative, les considérations de trésorerie tiennent en réalité la première place. Il fallait alimenter les entreprises en fonds publics. On ne s'est pas montré trop regardant sur les moyens. C'est la raison pour laquelle, pour près de la moitié des sommes mises en avant, nous sommes placés pratiquement devant une opération de trésorerie affublée d'oripeaux budgétaires.

Mais changeons l'angle de notre examen. Même si l'on se place du point de vue de l'économie capitaliste libérale, qui est le vôtre, on trouve chez le Gouvernement — je pensais m'adresser au Premier ministre, mais vous représentez ici le Gouvernement, monsieur le ministre — un manque accusé de logique et de cohérence dans la gestion des finances publiques.

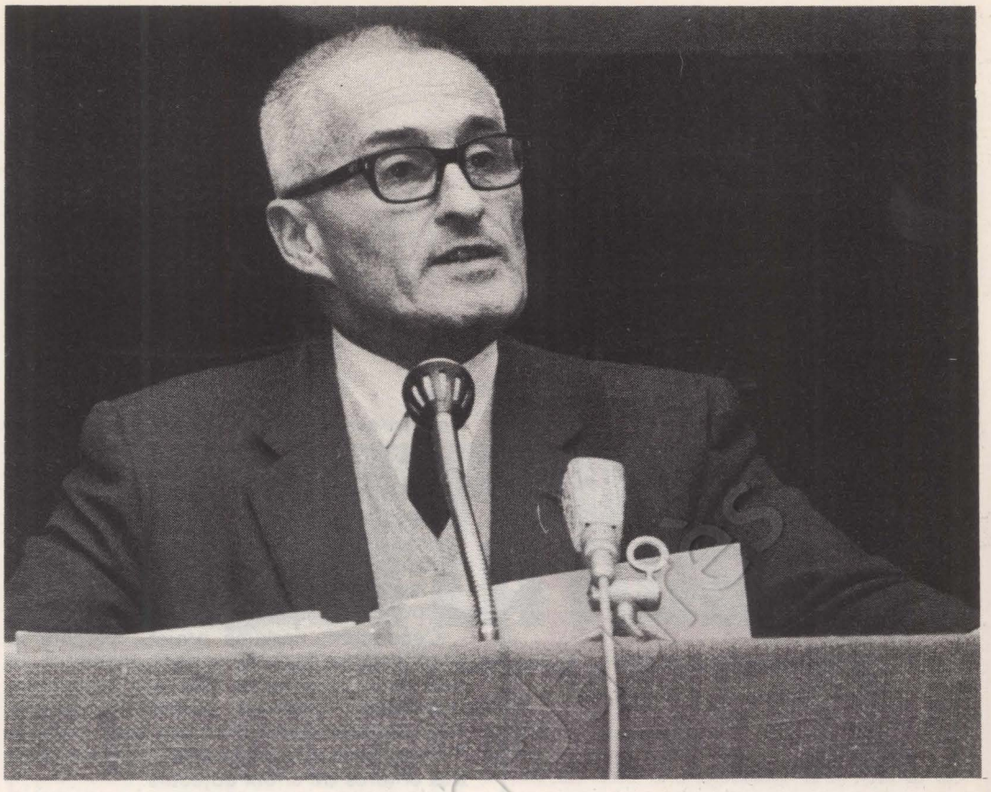
Vous êtes en présence, dites-vous, d'un phénomène où les facteurs psychologiques jouent un grand rôle : les chefs d'entreprise se refusent à investir, le consommateur épargne au lieu de consommer. Tout cela à cause d'un sentiment d'insécurité. La peur de l'avenir est la dominante générale. Pour renverser cette tendance, il vous faudrait persuader les Français que leur Gouvernement a un dessein ferme et précis pour sortir de la situation, qu'il s'y tient et qu'il réussira.

Or que voient les Français ? Un budget de 1974 en suréquilibre, donc déflationniste, suivi d'un budget de 1975 comportant un déficit sans précédent depuis quinze ans, donc facteur de relance pour la part qui n'est pas en trompe-l'œil, suivi à son tour d'un budget de 1976 équilibré, nous dit-on, donc à nouveau déflationniste.

J'ajoute que les premiers fascicules budgétaires qui nous sont parvenus confirment cette orientation puisque, pour le long terme, les régions ont reçu l'instruction d'étudier deux hypothèses de ressources : dans la première, elles sont égales à celles du VIe Plan, soit une croissance zéro ou même négative pendant cinq ans ; dans l'autre, elles sont de 10 p. 100 supérieures, soit une croissance de 1,8 p. 100.

Comme disait le poète, « ce n'est pas un concert à dilater le cœur » et l'on ne voit pas comment, devant une telle incohérence et des perspectives à moyen terme si peu encourageantes, l'ardeur des différentes catégories d'agents économiques pourrait se réveiller.

Entre les circonstances difficiles que vous



traversez, et que nous traversons avec vous, et le fait que l'image de marque du Président de la République est associée à la sacralisation de l'équilibre budgétaire, vous ne parvenez pas à trouver une conciliaition acceptable et cela vous entraîne dans une série de contradictions.

Vous prétendez aider les entreprises en difficulté, mais vous limitez votre aide à celles qui font des bénéfices en 1975.

Vous établissez un plan contre le chômage et vous ne créez pas un seul emploi public.

Vous n'osez pas, vous qui êtes si disert dans le domaine de la prévision — d'ailleurs régulièrement démentie par les faits — prendre le moindre engagement sur le nombre d'emplois qui seraient créés par les mesures que vous proposez.

En réalité, vous savez très bien que le nombre de chômeurs va encore augmenter jusqu'à la fin de l'année et qu'il a toute chance de rester, au mieux, stable pendant l'année 1976. Mais vous n'osez pas le dire, et vous préférez renvoyer à plus tard la solution des problèmes, pourtant fondamentaux en ce domaine, de la réduction de la durée du travail et de l'abaissement de l'âge du droit à une retraite décente.

En revanche, vous manifestez un optimisme réconfortant en ce qui concerne les variations de la production intérieure brute. Les chiffres qui figurent dans l'exposé des motifs du projet de loi traduisent, à partir du deuxième semestre de 1975 — c'est-à-dire dès maintenant — une remontée à 6 p. 100 par an, alors que nous sommes placés dans un creux spectaculaire.

Hier encore, lorsque M. le Premier ministre décrivait la situation sous les traits les plus encourageants — et vous-même le suiviez dans cette voie — j'en venais à me demander pourquoi vous soumettiez au Parlement des mesures aussi draconiennes.

Pourtant, la crise est là. Il est illogique de prévoir un redressement aussi brutal quand on sait que l'économie française a toujours suivi les événements économiques internationaux avec un certain retard sur ses voisins et que cette inertie économique même se traduit par un « temps de réponse » particulièrement long aux sollicitations extérieures favorables, à supposer qu'elles viennent.

Car, au fond, vous continuez à fonder votre incorrigible optimisme — qui, venant de gens informés, frise la mystification — sur l'amélioration de l'environnement extérieur.

Depuis le début début de la crise, c'est cet environnement international que vous avez rendu responsable de tout ce qui nous arrivait et vous ne démordez pas de cette attitude.

Mais avez-vous réalisé qu'elle incite les Français — qui ne s'en font pas faute — à se montrer sceptiques sur la capacité du Gouvernement à avoir une prise sur l'économie ?

Et pourtant, même avec votre système, la France pourrait s'efforcer d'assurer un minimum de maîtrise de son destin au milieu de la tourmente des économies occidentales. Or votre attitude obstinée aboutit à ce paradoxe supplémentaire que vous attendez de la reprise européenne et surtout allemande le redémarrage de notre économie, au moment précis où nos voisins, dont les efforts en matière de déficit des finances publiques ont devancé les nôtres, et sont restés inefficaces, retournent sur le chemin de l'orthodoxie budgétaire et agissent comme s'ils attendaient leur redémarrage de notre propre relance.

Y a-t-il là, malgré l'extraordinaire mise en scène publicitaire montée pour lancer votre plan, de quoi nourrir la confiance et faire refleurir un sentiment de sécurité chez ceux que vous espérez convaincre ? Les persuaderez-vous du caractère non inflationniste du financement que vous prévoyez ?

L'exposé des motifs de votre projet de loi de finances rectificative, sur ce point, vaut la peine d'être examiné. On y lit que la croissance de la masse monétaire en 1975 ne dépasse pas les 11,5 p. 100 prévus. Mais on oublie de rappeler que ces 11,5 p. 100 constituaient la masse totale du taux d'inflation et du taux de croissance. Or ce dernier est passé de plus 4,2 p. 100 à moins 2,5 p. 100 dans vos propres prévisions, à supposer que optimisme du Gouvernement soit confirmé dans les faits.

Votre raisonnement ne tient pas et votre financement est bel et bien inflationniste.

Pour parler comme le faisait hier M. le Premier ministre, votre méconnaissance des mécanismes économiques est-elle réelle ou volontaire ? *(Rires et applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Ce point reste à trancher.

Sous des apparences qui, malgré tout, se veulent sérieuses, votre plan est marqué par l'improvisation, les hésitations et les tiraillements internes qui ont présidé à son élaboration.

Pour lui donner du poids, l'annonce a été faite que le commissariat général du Plan serait désormais associé aux décisions économiques à court terme.

Je crains, hélas ! que cette caution demandée au commissariat ne parvienne pas à changer ni même à masquer le caractère foncièrement empirique et conjoncturiste des décisions du Président présentées par le Gouvernement.

En effet, votre projet est aux antipodes mêmes de la notion de planification. Il l'est dans son esprit, essentiellement.

La planification implique la continuité, la progressivité. Tout au contraire, les mesures que vous nous proposez sont présentées comme une anomalie que vous voulez seule de son espèce, comme une dérogation que vous souhaitez sans lendemain sur la toile de fond de l'orthodoxie budgétaire à laquelle vous prétendez revenir aussitôt, fût-ce au prix de laborieux camouflages et coups de pouce.

Un coup de déficit insolite sur un fond d'orthodoxie, c'est une idée d'esthète, pas de planificateur !

C'est en vertu de cette conception qu'aucune création d'emploi n'est prévue car elle engagerait l'avenir, qui doit rester pur, à partir d'un texte impur par définition et qui ne doit pas, dans votre esprit, avoir de conséquences sur ceux qui le suivront.

C'est aussi dans cet esprit que vous avez conçu ce versement exceptionnel, qui évoque l'idée d'une faveur du prince et non d'une amélioration durable du niveau de vie.

Ces 700 francs accordés aux personnes âgées, ils seront dépensés ou épargnés. S'ils sont épargnés, ils n'apporteront aucun soutien à l'économie. S'ils sont dépensés, ne vous sentez-vous pas, monsieur le ministre, un peu coupable d'avoir fait naître un espoir de mieux-être que vous êtes décidé à refuser l'année prochaine, aboutissant ainsi à la perspective d'une baisse de pouvoir d'achat en 1976 pour la partie la plus défavorisée de notre population ? *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et sur plusieurs bancs des communistes).*

Je laisse le Gouvernement en face de ses responsabilités.

Le critère du « dossier prêt » permet sans

LE DISCOURS D'ANDRE BOULLOCHE

doute d'avantager certaines régions ou localités, selon le bon vouloir ou les sympathies du Gouvernement, mais il n'a jamais constitué un critère de choix valable pour l'utilité maximale des équipements collectifs.

On ne trouve ainsi dans votre prétendu « plan » ni sélectivité ni restructuration qui sont pourtant des éléments essentiels de toute planification.

Cependant, certains projets, comme le train rapide Paris-Lyon, échappent à la règle de la priorité donnée aux paiements immédiats. D'autres, comme la liaison Rhin-Méditerranée, n'ont pas cette chance. Il serait sans doute hasardeux de réclamer des critères de choix objectifs.

En réalité, le caractère antiplanificateur de votre démarche tient au but même que vous vous êtes fixé : injecter le maximum de crédits dans l'économie et choisir pour cela le canal des entreprises.

Tout s'ordonne autour de cette idée, y compris les 5 milliards de francs pour les enfants, les personnes âgées et les handicapés, qui constituent le minimum qu'il fallait bien consentir à la solidarité pour faire passer vos étonnantes distributions d'argent au secteur privé. *(Applaudissements sur les mêmes bancs).*

Et il y a d'autant moins de plan, qu'il s'agit largement de facilités de trésorerie et que le problème se posera à nouveau au deuxième trimestre de 1976. Quelles réformes de fond auront alors amélioré la situation en France ? Ni votre texte ni vos discours ne le disent. En particulier, où trouve-t-on l'amorce d'une croissance plus juste, plus humaine, plus équilibrée, plus économe ?

Plus juste à cause des mesures de soutien à la consommation sociale, alors que ces mesures sont éphémères ?

Plus humaine en fonction des mesures d'humanisation dont le total est de l'ordre de 2 p. 100 des moyens mis en œuvre ?

Plus équilibrée alors qu'aucun facteur de rééquilibrage entre les régions n'apparaît, sauf pour deux, miraculeusement privilégiées ?

Plus économe alors que, nulle part, cette notion ne reparaît dans vos projets ?

Il est navrant de voir emprunter à la planification démocratique un vocabulaire dont on se sert pour jeter la poudre aux yeux, pour manipuler le rêve alors que l'on gère l'économie avec un horizon qui ne dépasse pas six mois. *(Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs).*

Et pourtant, la confiance, puisque confiance il y a, pouvait sans nul doute, être obtenue par une planification à long et à moyen terme, fondée sur une véritable volonté gouvernementale de mettre l'économie au service de l'homme. Belle formule, riche de promesses, mais exigeante aussi à l'égard de ceux qui veulent la servir ! De cette volonté, vous ne faites preuve aucunement, et, d'ailleurs, le voudriez-vous que les forces politiques et sociales qui vous soutiennent vous en empêcheraient.

Aussi préférez-vous dévoyer l'idée même de plan en faisant croire que des coups de projecteurs séducteurs pourraient tenir lieu de volonté politique et que l'on peut atteindre les fins en se dispensant des moyens.

Ne soyons pas étonnés, dans ces conditions, que votre projet soit marqué par l'inégalité et l'injustice. Dans l'environnement capitaliste, tout projet basé sur des raisons techniques, qu'elles soient budgétaires ou économiques, tend vers cet état.

C'et ainsi que, malgré les épreuves réelles qu'elle traverse, l'agriculture est la grande oubliée de votre projet, que des délais pour payer leurs impôts sont donnés aux entreprises, mais pas aux chômeurs, que le statut des travailleurs dans l'entreprise ne sera aucunement modifié, que de nombreuses dispositions conduisent à favoriser les grandes entreprises par rapport aux petites, et l'exposé des motifs porte la trace de cette dernière préoccupation.

La société actuelle est ainsi faite que toute mesure qui, sur le papier, est égalitaire, favorise les gros au détriment des petits.

Prenez garde aussi au fait que le dernier recensement a laissé apparaître « l'enfoncement » de certaines régions qui se présentent actuellement comme en voie de dépeuplement et même de sous-développement. Il n'est pas admissible qu'un programme dit de développement de l'économie française se borne, dans ce domaine, à consacrer 250 millions, soit moins de 1 p. 100 de son total, au désenclavement de deux régions choisies en vertu de critères obscurs, ou trop clairs. *(Très bien ! sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche).*

La solidarité nationale ne passe pas que par les personnes âgées ; elle passe aussi par la solidarité à l'égard des régions en difficultés qui ne sont d'ailleurs pas forcément des régions de programme ou des régions administratives.

Quant aux communes, parties prenantes à 6 p. 100 sur l'ensemble du programme, elles ne peuvent se contenter d'une aide aussi disproportionnée à leurs besoins et qui sont souvent ceux de la catégorie la plus défavorisée de leur population.

Mais toute la logique de votre système conduit au renforcement de l'inégalité dans un pays qui détient déjà le record d'Europe en ce domaine — car votre système a une logique, même si le Gouvernement semble souvent en manquer. Sous couvert des hésitations, des contradictions de celui-ci, la logique du profit capitaliste produit inlassablement ses effets : elle conduit à la concentration, et c'est ce qui, à travers des faillites accélérées, est en train de se passer.

Tant pis pour les victimes ! Et elles sont nombreuses parmi les travailleurs. En effet, les restructurations, les concentrations capitalistes sont meurtrières sur le plan de l'emploi. Et c'est ainsi que vous acceptez, sans trop de protestations autres que de façade, de voir le nombre de chômeurs augmenter sensiblement jusqu'à la fin de

Nous ne saurions cautionner une opération qui ne peut qu'aboutir à une déception dont le gouvernement et la majorité porteront la responsabilité.

l'année. Il faut d'ailleurs vous rendre cette justice que vous ne l'avez pas nié. Mais ce que vous n'avez pas précisé, c'est que vous envisagiez de vous installer dans une situation économique telle que le nombre des chômeurs risque de rester égal en 1976 et peut-être même au-delà.

En fait, toute autre forme de croissance vous est interdite, car elle supposerait un renversement de la hiérarchie des équilibres. Vous prétendez attendre aujourd'hui le plein emploi de la croissance que vous faites dépendre, à son tour, de l'équilibre extérieur, de celui du budget et de celui des prix.

Vous vous installez ainsi dans le chômage, d'où vous escomptez d'ailleurs des avantages économiques que vous n'exposez guère en public. Mais si vous mettiez en première urgence la suppression du chômage et le droit au travail, votre approche serait fondamentalement différente. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes).*

Elle vous conduirait à la création de nombreux emplois publics nécessaires à l'amélioration des services collectifs ; à des nationalisations dont une liste figure dans le programme commun de gouvernement de la gauche et qui empêcheraient le grand capital de dicter sa loi au pouvoir politique ; à une réforme fiscale toujours promise, jamais vraiment amorcée et sans laquelle aucune réforme en profondeur de notre vie économique et sociale n'est concevable.

Finalement elle vous conduirait à la planification véritable, fondée sur une mise de l'économie au service du peuple, à une planification légère, antibureaucratique, décentralisée, participative, mais impérative dont nous devons apporter le modèle au monde développé.

C'est cela qui aboutirait à un autre modèle de croissance. Mais vous ne le ferez pas, parce que vous ne pouvez pas le faire !

En revanche, vous ne pouvez que nous proposer ce triste document où l'importance des chiffres contraste avec la modicité des effets attendus, sauf pour ce qui est de l'accélération du transfert de l'argent de l'Etat vers la trésorerie des entreprises et des gestes de caractère social, hélas ! sans lendemain, qu'il contient.

Le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche, je l'indique dès ce matin, votera contre ce programme en trompe-l'œil, qui, malgré quelques propositions séduisantes, n'apporte pas de remède au chômage qui, largement de votre fait, frappe aujourd'hui les Français.

Nous défendrons des amendements qui auront tous pour but de ramener un peu d'équité dans le texte ou un peu de réalité dans le contrôle parlementaire.

Mais nous ne saurions cautionner une opération qui ne peut qu'aboutir à une déception dont le Gouvernement et sa majorité porteront la responsabilité. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et radicaux de gauche et des communistes).*

LE POING ET LA ROSE

Organe mensuel d'information du Parti socialiste

INFORME CHAQUE MILITANT

de la vie du Parti, de son action, des travaux de ses organismes responsables

PUBLIE

les décisions du Parti, des dossiers d'information et d'actualité, l'écho de la vie militante dans les fédérations etc...

MILITANTS, LE POING ET LA ROSE EST VOTRE JOURNAL

adressez vos informations et vos suggestions à Pierre Mauroy, directeur politique ou Marie-Jo Pontillon, rédacteur en chef, 7 bis, place du Palais Bourbon Paris-7e

Pour soutenir la grande campagne du P.s. en direction des entreprises

LISEZ ET DIFFUSEZ COMBAT SOCIALISTE

Commandes à adresser 12 cité Malesherbes 75009 Paris

POUR BIEN CONNAITRE ET FAIRE CONNAITRE LES POSITIONS ET LES PROPOSITIONS DU PARTI SOCIALISTE

Lisez chaque vendredi

l'Unité

Coll. Fondation Jean-Jaurès

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement*

normal de 6 mois à	70 F ☐
normal d'un an à	120 F ☐
de soutien à	150 F ☐
de soutien à	200 F ☐

*Cochez la case correspondante

Je vous adresse le montant correspondant*

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité ☐
3034980 La Source

Date et
Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

LE PLAN ECONOMIQUE DU P.S.

Nous publions ci-dessous intégralement le document de travail qui a servi de base au discours que François Mitterrand a prononcé mercredi à l'Assemblée nationale. Ce document doit permettre aux militants et à l'opinion tout entière de connaître — dans son détail concret autant que dans ses explications fondamentales — la position du Parti socialiste face à celle du Pouvoir.

Le gouvernement français accepte enfin de voir la réalité : la société française est aujourd'hui en crise.

— Crise économique d'une ampleur majeure, qui permet au capitalisme d'organiser sa restructuration à un niveau mondial, autour de quelques grandes firmes multinationales.

— Crise sociale d'une nature nouvelle, qui met en cause les valeurs de la société industrielle, gaspilleuse de la nature, destructrice du temps des hommes, organisatrice de la solitude et de l'inégalité.

— Crise politique d'une force insoupçonnée, qui détruit les classes moyennes en condamnant à la faillite beaucoup d'agriculteurs, de petits entrepreneurs et de commerçants, et isole un groupe de privilégiés de plus en plus minoritaires autour des détenteurs du grand capital international et des rentes foncières.

Le Pouvoir porte largement la responsabilité de cette triple crise par la politique suivie depuis 18 ans. Que fait-il depuis 15 mois ? D'abord, il a refusé d'admettre l'ampleur de la crise. Aujourd'hui, il refuse d'en reconnaître les causes. Il continue d'attendre de l'économie internationale un sursaut permettant d'éviter les réformes intérieures. Le nouveau projet qui nous est aujourd'hui proposé est dans cette ligne. Comme les autres, il fera peser le plus gros de la crise sur les seuls salariés.

I - Depuis 15 mois, le gouvernement n'a pas su redresser une situation qui s'est continuellement aggravée.

▶ La situation

La France compte aujourd'hui plus de 1,2 million de chômeurs. En un an (juillet 1974-1975), les demandes d'emploi non satisfaites ont augmenté de près de 100 %. Les offres d'emploi non satisfaites ont diminué de plus de 50 %. Selon les statistiques du ministère du Travail, le rapport entre les demandes et les offres non satisfaites est passé de 2 à plus de 8. En Bretagne, en Provence-Côte d'Azur, dans le Midi-Pyrénées, en Corse, ce rapport est supérieur à 10. Pour le Languedoc-Roussillon, il est de 16. Au chômage total s'ajoute le chômage partiel, 14 fois plus fort que l'an dernier. Toutes les catégories sont touchées, mais particulièrement les femmes (48 % des chômeurs) et les jeunes (40 % des chômeurs ont moins de 25 ans). Est-ce là « l'amélioration de l'emploi » promise en décembre dernier par le gouvernement (Jean-Pierre Fourcade, le 10 décembre 1974) ? Cette aggravation du chômage est liée à une baisse considérable de la production. Pour la première fois depuis la guerre, la croissance de la production en France sera négative en 1975, alors que le budget 1975 prévoyait 4,2 % de croissance. En un an, la production industrielle a chuté de plus de 10 %. Le nombre des faillites pour le 1er septembre 1975 avoisine celui de toute l'année 1973. Sur ces faillites, près des trois quarts touchent de petites entreprises qui ont moins de dix ans d'existence et qui, elles, ne bénéficient pas de subventions réservées aux très grands groupes.

La crise atteint avant tout les salariés, les personnes âgées, les petits épargnants, les jeunes, alors que les plus favorisés, titulaires de revenus et de capitaux importants, y échappent. La consommation de beurre et de viande a baissé en valeur absolue. Les ressources des plus faibles sont rognées par l'inflation. Les ménages à revenus fixes, contraints d'augmenter leur épargne pour essayer de faire face à l'avenir qui les attend, sont obligés de restreindre leur consommation. Alors que la fortune continue de s'afficher, la pauvreté, l'insécurité, l'angoisse atteignent de plus en plus de foyers.

L'utilisation des fonds publics aggrave encore cette situation. La misère des services publics empêche la satisfaction des besoins fondamentaux des Français : les hôpitaux manquent de locaux et de personnel, l'aide à domicile des personnes âgées est mal assurée, le nombre de crèches en fonctionnement est dérisoire, le nombre d'élèves par classe souvent absurde, la médecine scolaire et du travail laissée à l'abandon, le sous-équipement téléphonique aberrant, le logement social de plus en plus en retard.

A côté de cela, la fraude fiscale atteint des niveaux inégalés : 60 milliards en 1975, selon des évaluations officielles (soit le montant des salaires à payer pour mettre tous les chômeurs au travail !)

En plus, l'Etat gaspille les fonds publics dans des opérations destinées à soutenir des grandes entreprises, nationales et internationales (Citroën, C.i.i., Framatome, etc.) sans aucune contrepartie en termes d'autonomie ou d'indépendance technologique.

Voilà le vrai bilan de 15 mois de « changement » : le chômage comme politique de l'emploi, les faillites comme orientation de la production, le dérapage comme résultat de la lutte anti-inflation, le gaspillage comme utilisation des fonds publics. Au milieu d'une crise économique et sociale de grande ampleur, le gouvernement n'a su, par son comportement, qu'aggraver les causes de la crise du capitalisme mondial.

▶ Les justifications gouvernementales

Certes, le gouvernement essaie de trouver des justifications à cette situation. La dernière en date consiste à incriminer les « experts », qui se seraient trompés dans leurs prévisions. Ces « erreurs » font penser à celles des ministres de l'Ancien Régime : quand tout va bien, ce sont les monarques qui en sont la cause ; quand tout va mal, les ministres et les experts.

Il est vrai qu'il y a eu, depuis 15 mois, beaucoup de décalages entre les prévisions gouvernementales et les réalisations. En septembre 1974, Jacques Chirac déclare péremptoirement : « Il n'y a pas de crise de l'emploi en France ». Trois mois plus tard, Jean-Pierre Fourcade annonce « qu'il faudra attendre le milieu 1975 pour que la situation de l'emploi s'améliore ». Comme l'a depuis longtemps annoncé le P.S., il y aura en fait, résultat de la politique gouvernementale, 1,5 million de chômeurs à la fin 1975.

Même décalage en matière de croissance qui, selon les prévisions officielles de septembre 1974, aurait dû être de 4,2 % pour l'année 1975 (annexe de la loi de finances pour 1975). Au printemps, les prévisions officielles n'étaient plus que de 2,2 %. Elles ont été, depuis lors, maintenues à ce chiffre alors que l'O.c.d.e., plus réaliste, envisageait au maximum 1 %. Dans les faits (comme les socialistes l'avaient prévu), la production décroîtra, en 1975, de 2 %.

Erreurs des prévisions officielles aussi en matière de prix. L'objectif affiché par le gouvernement en juin 1974 était d'atteindre 0,5 % d'augmentation par mois avant un an. Or, les prix continuent d'augmenter de 0,7 % ou 0,8 % par mois. Encore cette petite réduction, par rapport au rythme de 1974, n'est-elle due qu'à des facteurs extérieurs : baisse des cours des matières premières et du prix en francs du pétrole. Si on exclut ces facteurs extérieurs, les causes internes de hausse des prix restent à peu près ce qu'el-

→

LE PLAN ECONOMIQUE DU P.S.

Le cap est toujours mis droit sur l'aggravation du chômage

les étaient il y a un an et demi. Plus encore : avec la baisse de la production, bien des entreprises ont augmenté leurs prix pour maintenir leurs marges. 1 % de baisse interne de l'inflation a coûté plusieurs centaines de milliers de chômeurs. Enfin, l'équilibre commercial extérieur reste précaire, car il n'est dû qu'à la baisse considérable des importation (moins 20 %) liée au retournement de conjoncture qui a affecté les matières premières et surtout à la chute de la production industrielle. De plus, l'excédent commercial, prétendu succès du gouvernement, est financé pour moitié par le budget de l'Etat (3 milliards de subventions aux exportateurs), c'est-à-dire par les contribuables, qui paient l'excédent factice des devises. En fait, nos exportations n'ont pas réellement augmenté. On a troqué du pouvoir d'achat des travailleurs contre des dollars à la Banque de France.

▶ Les vraies explications de l'échec de la politique du gouvernement

Cette incapacité du gouvernement à prévoir et à redresser la situation s'explique par la logique profonde de son action : rééquilibrer nos échanges extérieurs et notre production par une diminution de la consommation intérieure, afin d'orienter vers l'étranger l'appareil productif. Le chômage, la baisse de la production, les faillites doivent, selon lui, favoriser la restructuration de l'économie française. Mais il oublie de dire que cela ne se fera qu'au profit des grandes entreprises, nationales ou multinationales. A moins que la société ne maîtrise socialement l'orientation de l'investissement. L'inflation permet en effet à ces entreprises de maintenir un profit élevé (auquel concourt également la politique d'aide publique) et d'organiser autour d'elles la restructuration de l'appareil productif. Une nouvelle division internationale du travail se met ainsi en place, dans laquelle la France joue le rôle de relais des Etats-Unis et de l'Allemagne dans les secteurs que ces pays veulent bien lui laisser. Dans cette perspective, le gouvernement français se lie les mains et s'interdit d'organiser une vraie relance aussi longtemps que les autres pays capitalistes ne le précèdent pas dans la croissance.

Parce qu'il s'insère dans cette stratégie, le gouvernement s'interdit de résoudre lui-même la crise. Il attend que la crise soit dépassée, s'il est possible, par le capitalisme mondial dans son ensemble. Ainsi, au-delà des contradictions techniques et des hésitations politiques, la ligne directrice des quatre plans que le gouvernement a présentés depuis 15 mois est restée constante : « soutenir au minimum l'intérieur en attendant le maximum de l'extérieur ».

Premier de la série, le « plan de refroidissement » (juin 1974) visait théoriquement à réduire les causes internes de l'inflation. Selon les termes de Chirac, il était conçu dans un esprit tel que les « mesures prises ne seront pas déflationnistes et auront le souci de maintenir le niveau de l'emploi » (11 juin 1974). **Premier échec** : il s'est traduit par un doublement du chômage et une décroissance de la production dans l'année. A partir du début 1975, il parle de relancer. Mais les trois plans qu'il réalise ne sont jamais une réelle relance de la demande intérieure. Celui de février 1975 est beaucoup trop faible (3,6 milliards de février à décembre 1975). Celui de mars 1975 (4 milliards, dont 1,15 milliard pour le budget de l'Etat) est trop timide. Celui d'avril, plus important dans son volume (15,7 milliards, dont 4,6 pour le budget de l'Etat), traduit explicitement la stratégie gouvernementale : soutenir la trésorerie des grandes entreprises en attendant la relance de la demande internationale, faire payer cette aide aux contribuables. **Second échec.** Ce plan n'a servi qu'a améliorer la situation financière des grandes entreprises et n'a eu aucun effet sur l'emploi ni sur l'inflation.

Ensuite, les options du VIIe Plan ont été présentées en juin 1975. Elles soulignaient que le laisser-faire et l'abandon aux lois du capitalisme mondial ne sont pas accidentels. Le gouvernement, qui se proclame libéral, entend bien, si la pression sociale lui en laisse la possibilité, en faire sa règle d'action. Ainsi projette-t-il de réduire l'inégalité, mais il laisse le chômage doubler. Il parle de restructurer l'industrie et d'accroître la compétitivité extérieure, mais ne se donne pas les moyens de maîtriser l'inflation. Il se flatte d'indépendance et se soumet à l'environnement international en acceptant une domination plus forte que jamais des entreprises multinationales et de la puissance américaine.

Le principal responsable de la situation est donc le gouvernement. Agissant sans projet véritable, il n'a pas réduit par son action les déséquilibres qu'il prétendait corriger. Au contraire, il fait supporter surtout aux salariés le poids de l'inefficacité de sa politique économique. Quand il freine, il freine surtout les salaires. Quand il relance, il relance d'abord les profits. Il a ainsi réussi à accroître la concentration du capital et à léser de plus en plus les intérêts des travailleurs.

Attendre la relance de l'extérieur en soutenant à peine les éléments internes de la demande reste sa politique. Cela ne doit pas surprendre : comme il sera montré plus loin, une politique de relance interne réelle exigerait, pour être efficace, des réformes de structures que les forces soutenant le Pouvoir ne peuvent accepter.

II - Le projet que propose le gouvernement n'est ni nouveau, ni juste, ni efficace.

Aujourd'hui, on veut nous faire croire que tout serait changé. Entre le 30 juin et le 29 juillet 1975, le gouvernement aurait compris et il serait maintenant capable et désireux de faire ce qu'il a toujours refusé auparavant. Le projet proposé traduirait ce « changement de cap ».

La méthode de préparation de ce projet, rare mélange de retard et de précipitation, laissait déjà pressentir qu'il s'agirait d'une volte-face de pure forme. Alors que la nécessité d'agir était connue depuis longtemps et reconnue par le gouvernement en juillet, celui-ci ne trouvait rien de plus urgent que d'attendre, préférant se ménager un effet publicitaire à la rentrée plutôt que d'éviter, si on le prend au mot de son propre projet, la mise en chômage de 300 000 travailleurs de plus et l'aggravation du déficit extérieur.

Commencée avec retard, la préparation en a été achevée dans la confusion, au hasard des voyages de l'un et des vacances de l'autre, montrant l'incapacité, la négligence d'un gouvernement sans projet politique. Le

contenu est à l'image de la méthode. Il poursuit la politique passée, qui ne peut, à notre sens, qu'approfondir la crise.

▶ Où est le changement ?

Le président de la République annonçait, le 23 juillet 1975, « un changement de cap » et des « structures différentes ». Le cap est toujours mis droit sur l'aggravation du chômage. La restructuration qui commence ne fera qu'accroître le profit retiré par le capitalisme national et international au détriment des travailleurs et de l'indépendance du pays.

Comment pourrait-on, en effet, parler d'un nouveau cap alors que, par son projet, le gouvernement continue à accepter un chômage élevé (l'objectif du plein emploi n'a même pas été cité par le Président) et à favoriser le profit (l'aide directe aux entreprises représente la moitié du projet), à baisser les bras devant l'inflation (rien n'est prévu pour lutter contre elle et on organise un financement inflationniste du déficit budgétaire), à attendre de l'extérieur une relance hypothétique ?

L'abandon de la sacro-sainte notion d'équilibre budgétaire n'est pas non plus signe d'un véritable changement. D'abord, l'équilibre n'existait plus : sans ce « plan », le déficit s'élevait au 15 août à 15 milliards. Ensuite, le jour même où le gouvernement propose son projet (ce qui porte à au moins 40 milliards le déficit), il adresse au Parlement des documents indiquant pour 1976 un budget en pseudo-équilibre, réduisant en volume les équipements collectifs. Quelle crédibilité accorder à une « relance » prise ainsi entre deux budgets déflationnistes ? Alors que, au surplus, une politique budgétaire du même type pratiquée en R.f.a. a été totalement inefficace. Toutes ces contradictions montrent l'attachement du gouvernement au maintien de sa stratégie de relance par l'extérieur sans réforme des structures.

▶ Où sont la justice et l'efficacité ?

Certes, une relance de la demande intérieure est aujourd'hui urgente. Mais on nous propose une augmentation de 0,6 % de la consommation ! C'est dérisoire. L'aide aux personnes âgées, trop faible, sera mangée par l'inflation. Elle se présente comme une libéralité non reconductible, tout à fait conforme à l'idéologie paternaliste du libéralisme économique. L'allocation aux familles reste indifférenciée, alors qu'elle devrait bénéficier prioritairement aux familles les plus modestes. Une véritable relance de la consommation exige une nouvelle répartition entre les salaires et les profits. Le projet du gouvernement ne l'esquisse pas, puisqu'une telle mutation n'est possible que dans le cadre de réformes de structures.

De la même façon, ce collectif néglige le développement coordonné des services publics. Pour préparer son « plan », tout montre que le gouvernement a demandé aux ministères de lui proposer hâtivement les dossiers disponibles sans vérifier s'ils étaient les mieux capables, dans la situation présente, de satisfaire les besoins des Français. Ainsi, les crédits consacrés aux véhicules et munitions sont 10 fois supérieurs à ceux accordés au secteur du Travail ! On consacre 200 millions à l'humanisation des hôpitaux, mais le gouvernement n'accepte qu'une progression de 1 % de la masse salariale du personnel de santé ! On cumulera tous les inconvénients : une préparation hâtive aboutissant à des projets plus ou moins bien étudiés, une exécution lente des travaux et des dépenses, aucune solution aux problèmes de fond que pose le sous-équipement collectif du pays.

L'aide aux entreprises ne fait que renforcer la concentration financière de l'industrie française et son insertion multinationale. L'Etat restitue au patronat ce que les travailleurs ont pu, par leurs luttes revendicatives, lui arracher, en faisant supporter le poids de ces subventions aux contribuables. Il facilite la trésorerie des entreprises les mieux pourvues, mais n'exige d'elles, en contrepartie, aucune mesure concernant l'emploi. Pourquoi celles-ci embaucheraient-elles et investiraient-elles alors que, pour l'avenir, on ne leur présente aucun projet économique précis et que leur potentiel n'est encore utilisé que partiellement ?

Cette politique au service du capital s'étend ouvertement aux intermédiaires financiers : le manque à gagner qu'entraînera pour ceux-ci la baisse des taux d'intérêt sera supporté pour les trois quarts par la Banque de France, sous forme d'une diminution des réserves obligataires, et non par les banques elles-mêmes.

Cette aide aux entreprises, qui ne s'accompagne pas d'une politique volontaire de réduction de l'importation de machines, se traduira par une augmentation du déficit extérieur qui viendra, en 1976, s'ajouter au chômage en hausse, à l'inflation accélérée, à l'inégalité aggravée, pour souligner l'ampleur de l'échec de la politique gouvernementale.

III - Seule une autre politique peut sortir la France de la situation où l'a conduite le gouvernement.

Si l'on continue à gouverner avec les moyens et les objectifs de l'actuelle politique économique, la crise s'aggravera. Il est urgent de changer de politique. Mais un tel changement ne s'improvise pas : car il ne s'agit pas de modifier quelques dotations budgétaires, de financer quelques équipements collectifs ou de créer quelques emplois de plus. Lorsque le président de la République parle de « changement de cap », sait-il ce qu'implique un tel langage ? On ne change pas la nature de la croissance économique comme le tempo de l'hymne national. Il y faut d'abord un projet. Il y faut ensuite de la volonté et les appuis politiques des classes sociales ayant intérêt à ces profondes mutations. Car le mode de croissance économique est déterminé par les rapports de pouvoir qui gouvernent la société. Or l'évolution de la société capitaliste est tout entière régie par les exigences de l'accumulation de profit et du maintien de la rentabilité du capital. Ces deux exigences déterminent la nature de la croissance, le mouvement des cycles et l'ampleur des crises. Elles sont bien connues. Les récents entretiens de Suresnes en ont précisé les aspects théoriques, et on n'en rappellera ici que les grands traits :

— L'accumulation du capital conduit à faire payer la croissance de la production par une destruction systématique de la nature, par la désertification des campagnes, le gaspillage, l'usure rapide et calculée des objets, la domination du monde par quelques entreprises multinationales, le maintien de la dépendance des catégories et des peuples pauvres.

— La rentabilité capitaliste impose le maintien de conditions de travail et de salaires inférieurs à la valeur du travail fourni, de prix en hausse constante.

Une crise économique survient quand baisse la rentabilité du capital, que le système dépasse en se concentrant, quelles qu'en soient les conséquences sociales. Aujourd'hui, cette concentration s'opère à un niveau mondial, dépassant le territoire des nations qui, par leur travail, ont constitué le patrimoine.

Il n'y a donc pas de changement de cap possible sans une remise en cause de ces lois de l'économie capitaliste, même quand elle se dit libérale avancée. Changer de cap, c'est, au-delà du changement de la politique économique, un changement de l'économie politique, des rapports de pouvoir entre classes sociales et des moyens de la collectivité, c'est soumettre les lois du capital au projet de la société. Autrement dit, le seul changement de cap possible, qui évite la dépendance à l'égard de l'hypercapitalisme et ses contradictions, c'est d'aller vers le socialisme. Mais pas au niveau des mots ou des intentions. Il ne servira à rien de s'approprier le vocabulaire socialiste ou les thèmes des socialistes tout en s'appuyant sur les classes privilégiées. Les réalités sont têtues, il ne suffit pas de dire qu'elles changent pour que cela se fasse. Dès le XIX siècle, le patronat le plus réactionnaire a prétendu faire le bonheur des ouvriers et les conduire à l'abondance. Or, il n'en a rien été. Aujourd'hui, on nous promet le plein emploi, l'amélioration des conditions de travail, la protection de la nature, la réduction des inégalités sociales, etc. Mais il faut que le pays sache que ces objectifs sont et seront **de plus en plus incompatibles avec les lois du système capitaliste.**

Sans en faire une démonstration générale, on se limitera ici à quelques exemples de l'impuissance définitive du capitalisme concernant :

— le plein emploi ;
— l'inflation ;
— les conditions des travailleurs manuels ;
— la réduction des inégalités.

▶ Le plein emploi

Le plein emploi n'est plus un objectif crédible pour la Ve République. Relancer l'économie comme on le fait aujourd'hui ne peut qu'encourager les entreprises à améliorer leur rentabilité en remplaçant des hommes par des machines. Pour créer des emplois, il faudrait d'une part pouvoir s'assurer que les crédits aux entreprises conduisent à créer des nouveaux outils économes en capital, et d'autre part améliorer la qualité des services collectifs en y développant les emplois qui font aujourd'hui si cruellement défaut. Mais la première condition exige un contrôle politique de l'investissement, c'est-à-dire au moins la nationalisation et la planification du secteur bancaire et financier. La deuxième condition suppose l'acceptation d'une augmentation de la part des dépenses publiques dans le P.n.b. ce qui — compte tenu de l'actuelle structure de la fiscalité et du scandale de la fraude fiscale — serait intolérable. Ainsi, il n'y a plus de plein emploi possible sans nationalisation des circuits financiers et réforme fiscale, ce qu'aucun gouvernement libéral ne peut faire.

→

LE PLAN ECONOMIQUE DU P.S.

Ce que le P.s. critique, ce n'est pas seulement la politique gouvernementale, mais aussi les mécanismes de l'économie capitaliste qui la déterminent

▶ L'inflation

Elle est, dans la société capitaliste, le mode privilégié de la gestion des conflits entre le présent et l'avenir, entre les classes sociales, entre les biens privés et les biens collectifs. Son rythme est la mesure de la capacité des groupes au pouvoir à remettre en cause les conquêtes sociales arrachées par les groupes dominés. Comment espérer alors la réduire si on ne dispose pas des moyens politiques de recréer un consensus national ? Si on ne sait pas rendre cohérentes les décisions à court terme et un projet à long terme? Si on ne cesse de faire de l'accumulation du profit le projet unique de la société ? L'inflation ne peut être enrayée que par la naissance d'un consensus social, que le capitalisme ne peut plus rétablir.

▶ La revalorisation du travail manuel

Celle-ci exige d'une part l'automatisation des travaux les plus pénibles, mais aussi, en attendant, la hausse de leur rémunération et le partage social de leur exercice. Or, aujourd'hui, la société capitaliste a besoin de ces tâches humbles pour créer de la plus-value et contenir le niveau de tous les salaires. Elle a aussi besoin de désigner socialement ceux qui les remplissent pour éviter que se diffuse dans la société la prise de conscience des aspects les plus révoltants de l'exploitation.

Dans le système actuel, toute « revalorisation » ne peut donc se traduire que par de légères améliorations financières qui ne feront qu'inciter les patrons à « économiser » encore plus de main-d'œuvre, ce qui viendra aggraver le chômage.

▶ La réduction des inégalités

C'est aussi un thème à la mode. Mais elle est impossible sans une triple action :

— au niveau des revenus primaires, une meilleure connaissance, une lutte contre tous les revenus spéculatifs et toutes les rentes de situation ;

— au niveau de la fiscalité, la réduction des inégalités exige une diminution très considérable et sélective des taux de T.v.a. et une hausse des barèmes de l'impôt sur le revenu, la transformation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés en impôt sur le « cash-flow », la création d'impôts sur les plus-values et sur les grosses fortunes, la mise en place d'un impôt sur l'héritage en fonction de la fortune de l'héritier, l'exonération définitive de tous les bas revenus et de tous les petits héritages. L'énoncé de ces réformes souligne l'immense mutation qu'elles exigent dans l'ensemble de la société française, condition d'un réel changement de modèle de croissance ;

— enfin, il n'y a pas de réduction des inégalités sans lutte contre l'inégalité des pouvoirs. Or cette inégalité-là est radicalement inscrite dans tous les rouages de la société capitaliste qui a stratifié l'accès à l'éducation, à la santé, aux services collectifs, au pouvoir économique, bref à tout ce qui détermine et aggrave sans cesse la réelle inégalité sociale.

Ainsi, aucun changement de cap, dans aucun domaine — aussi circonscrit soit-il — n'est possible sans réforme des structures de pouvoirs. Ce que le Parti socialiste critique, ce n'est donc pas seulement la politique gouvernementale, mais aussi les mécanismes de l'économie capitaliste qui la déterminent.

IV - Nos trois étapes.

Aussi le Parti socialiste propose-t-il de définir une politique économique qui permette un réel changement de cap. A cette fin, il prévoit trois étapes, commençant toutes les trois à la même date et permettant, par des réformes d'ampleur croissante, d'aménager réellement le passage à une nouvelle croissance. Voici donc comment s'organisent les grandes lignes de ce plan dont l'objectif est de créer 300 000 emplois en 1975, 500 000 en 1976, et d'établir le droit au travail dans les cinq ans qui suivent. Un tel plan n'est pas réalisable par les forces sociales qui appuient la majorité actuelle, puisqu'il suppose des réformes de structures décisives.

▶ Première étape : Le plan de relance de l'emploi.

Deux objectifs : création de 300 000 emplois et sécurité de l'emploi pour tous ; garantie du revenu réel de tous les travailleurs et leurs familles.

1) **Création de 300 000 emplois :**

— Création de 130 000 emplois afin d'améliorer immédiatement la qualité du service public (Education : 25 000, P.t.t. : 30 000, Affaires sociales : 20 000, autres : 15 000, collectivités locales : 40 000) ; en dehors de ces 130 000 emplois publics, la relance par la consommation et les investissements proposés conduirait à la création progressive de 170 000 emplois dans les entreprises ;

— amélioration de la formation des fonctionnaires par la création d'écoles et la mise en place de véritables plans de carrière ;

— droit à la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes et pour les travailleurs soumis à des travaux pénibles ;

— abaissement à 40 heures du nombre d'heures de travail et à 35 heures pour les travaux pénibles ;

— création d'un Fonds d'aide aux collectivités locales pour la création d'emplois d'agents d'associations locales à but non lucratif ;

— garantie des deux tiers du Smic pour tout jeune de plus de 18 ans à la recherche d'un premier emploi pendant 1 an ;

— création d'un Fonds d'équipement régional avec un budget de 10 milliards d'autorisations de programme ;

— interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable ;

— abaissement du taux de crédit de façon sélective pour les investissements immédiatement créateurs d'emplois.

2) **Maintien du revenu réel :**

— indexation d'un livret A de caisse d'épargne par famille (taux réel : 1,5 %) ;

— émission d'un emprunt à 20 ans de 20 milliards de francs : 10 milliards seraient couverts obligatoirement par les investisseurs institutionnels (rémunérés au taux de 5 % et non négociables) et 10 milliards seraient réservés aux petits porteurs (indexés, au taux réel de 3,5 %) ;

— blocage sélectif pour six mois des prix industriels et contrôle des marges à tous les stades de la distribution ;

— exonération de la T.v.a. sur les produits de première nécessité et hausse des taux pour les produits de luxe (comme dans la plupart des pays étrangers) ;

— minimum vieillesse porté à 30 francs à

compter du 1er juillet 1975 (45 francs le 1er janvier 1976, puis aligné sur le Smic au 1er janvier 1977) ;

— hausse du Smic à 1 700 francs ;

— indexation des salaires et allocations familiales à compter du 1er juillet 1975 ;

— hausse modulée des allocations familiales (10 %+ inflation), à compter du 1er juillet 1975, en faveur des familles les plus modestes;

— assouplissement du crédit à la consommation (pour la première « acquisition » de biens durables, contrôlée par une commission, à créer, regroupant les partenaires sociaux) ;

— suppression du troisième versement de l'I.r.p.p. en 1975 pour les contribuables ayant déclaré moins de 25 000 francs de revenus annuels ;

— réunion d'une conférence de partenaires sociaux afin d'étudier les répercussions de la hausse du Smic et toutes les réformes du droit social.

Dans ces conditions, le déficit budgétaire pour 1975 serait d'environ 34 milliards. Il sera financé, en partie, par le prélèvement par emprunt sur les bénéfices des banques et, en partie, par endettement du Trésor. La relance « globale » portera ainsi, mais tout autrement que dans le projet du gouvernement, sur environ 30 milliards de francs en 1975.

▶ Deuxième étape : une autre politique économique.

L'essentiel de la nouvelle politique économique se manifestera à travers le budget et les premières réformes de structures, permettant entre autres de créer 500 000 emplois dès l'année 1976.

a) Le budget : une nouvelle politique des finances publiques

Le budget doit devenir l'instrument privilégié de l'orientation sélective de l'activité économique du pays.

Au niveau des dépenses, il conviendra d'orienter l'essentiel vers l'amélioration de la qualité des services publics, par la création d'emplois dans le secteur social (avec une formation adaptée) et la croissance de 20 % en valeur réelle des dépenses d'équipements collectifs et des aides au logement social.

Sur cette somme, un crédit de 15 milliards sera inscrit au Fonds d'équipement régional afin d'entreprendre une décentralisation, permettant aux autorités régionales démocratiques de mettre en œuvre des projets d'équipements collectifs autonomes (logement, équipement urbain, transport collectif). Cela conduira à la fois à créer 150 000 emplois nouveaux, mais aussi à l'amélioration de la rentabilité de l'économie et de l'efficacité sociale de la croissance.

Pour les recettes, la réforme de la fiscalité, telle qu'elle est prévue et rappelée plus haut, devrait être amorcée dès le budget 1976. En outre, afin d'orienter réellement la production vers une nouvelle croissance, un impôt sur les investissements suppresseurs d'emplois sera créé, de même qu'un système d'exonération de la T.v.a. en faveur des produits dont la durée de vie sera sensiblement allongée et garantie.

Une lutte sévère contre la fraude fiscale réunira des ressources qui financeront les dépenses ici prévues.

En matière agricole, devra être mise en place, dès le budget 1976, une politique d'installation des jeunes agriculteurs et de rénovation rurale. Ce qui impliquera d'abord des subventions d'installation modulées en fonction de la fortune familiale, une augmentation des crédits bonifiés d'équipement (pour le cheptel, en particulier) ; un contrôle et une publicité des prêts accordés aux jeunes agriculteurs ; l'application rigoureuse de la politique des cumuls avec surfaces plafonnées ; un accroissement de la retraite de base des vieux agriculteurs et la réservation des terres ainsi dégagées aux jeunes les moins favorisés. Ce qui supposera ensuite le maintien en milieu rural des équipements administratifs et sociaux, l'ouverture d'écoles maternelles, la mise en place d'une politique d'aide aux travailleuses rurales.

Enfin, il est d'une particulière importance de séparer la direction du Budget du ministère des Finances pour la rattacher aux services du Premier ministre, afin d'en faire l'instrument d'arbitrage économique des projets à long terme et non, comme aujourd'hui, celui de l'arbitrage financier des exigences à court terme.

b) Politique structurelle

Mais la politique budgétaire ne suffit pas à donner un sens à une nouvelle politique économique. Pour être efficace, elle a besoin d'autres moyens. En particulier par :

1) la nationalisation du système de crédit des grandes entreprises prévues par le programme commun de la gauche afin d'entreprendre une restructuration compétitive et sélective, conformément aux orientations du Plan démocratique, dont l'élaboration doit être immédiatement entreprise ;

2) la vérité des comptes des entreprises par réévaluation des bilans des entreprises (associée à une indexation des prêts et des dépôts, en limitant les taux d'intérêt créditeurs nets à la valeur de la productivité nationale) et par l'élargissement au « cash-flow » de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ;

3) la mise en place d'incitations à la création d'entreprises nouvelles, en particulier d'entreprises de main-d'œuvre, par des mécanismes d'assurance contre les risques de faillite ;

4) la suppression des aides à fonds perdus aux entreprises ;

5) l'obligation de garantie de trois ans pour les automobiles, les cycles, l'équipement ménager, les meubles, puis portée à cinq ans ;

6) le contrôle de la publicité avec intégration des dépenses de publicité dans le bénéfice imposable ;

7) le droit de veto pour les travailleurs sur l'embauche, le licenciement, les conditions de l'hygiène et du travail ;

8) la réforme de la Sécurité sociale et la transformation de l'assiette des cotisations pour y intégrer le « cash-flow », afin de rétablir le coût de l'investissement suppresseur d'emplois.

▶ Troisième étape : une nouvelle croissance économique.

Le Parti socialiste définira avec précision, quand l'heure sera venue,les choix de politique à moyen terme qu'il souhaite voir mis en œuvre pour la période du VIIe Plan. Les moyens de ces choix s'inscrivent dans le cadre des options fondamentales du programme commun de la gauche. Ils s'ordonnent autour de trois thèmes traduisant la triple exigence de la maîtrise de la crise par une évolution vers le socialisme et définissent les critères de la sélectivité du crédit et de l'aide publique.

a) Un nouveau mode de production afin de modifier le rapport capital-travail, de réduire le gaspillage humain et écologique, de diminuer la taille des outils, de réduire considérablement la durée du travail, et d'allonger la durée de vie des objets. Le socialisme, c'est avant tout la suppression du « marché du travail », c'est-à-dire la garantie absolue pour chacun, s'il le désire, d'un droit au travail et le contrôle par les travailleurs de leurs droits sociaux. Une place nouvelle doit être reconnue aux travailleurs étrangers dont les droits politiques devront être élargis.

b) Un nouveau mode de répartition du pouvoir est nécessaire au contrôle de l'inflation. Mais il exige avant tout une modification profonde et continue de la fiscalité, une remise en cause du système éducatif, une décentralisation de l'appareil de l'Etat, en particulier de l'appareil budgétaire et financier.

c) Une nouvelle insertion dans l'économie internationale doit être recherchée si l'on veut réussir une telle politique. La transition vers une nouvelle croissance suppose, en effet, l'autonomie de la France et de l'Europe à l'égard de l'environnement troublé du capitalisme mondial. Cela exige une politique industrielle volontariste et sélective, où l'Etat, au lieu d'accepter comme aujourd'hui la vassalisation croissante de l'économie française à l'égard de la puissance américaine — les affaires C.i.i. et Framatome ne sont que les deux exemples les plus récents — encourage la constitution, dans les secteurs-clés à définir (énergie, informatique, électronique, automobile, construction mécanique, chantiers navals, aéronautique, chimie lourde, pharmacie et secteur alimentaire), de grands groupes de taille à assurer à la France son autonomie technologique.

Il faut ne plus attendre de l'environnement international la fin de la crise ni lui attribuer des responsabilités qu'on refuse d'assumer. Mais, au contraire, savoir se donner les moyens de l'indépendance, compter sur ses propres forces et utiliser les immenses réserves de talents, d'initiative et de créativité laissées aujourd'hui en friche.

Le gouvernement français a mis en place depuis 18 ans les conditions d'une gigantesque crise de société, en acceptant de faire entrer la France, sans protection, dans la jungle du capitalisme dit libéral.

Avec ce gouvernement, la France va payer le prix de cette erreur. Si l'on n'y remédie très vite, va s'installer dans notre pays le modèle américain si cher au président de la République : une masse énorme de travailleurs au chômage, une inflation incontrôlable, un endettement extérieur considérable.

Voilà la société sans âme et sans projet que « soutient » le texte du gouvernement. Nous refusons cette société. Les Français doivent savoir qu'il existe une autre politique économique et une majorité de rechange permettant aux Français victimes de l'affrontement des maîtres du capital de construire leur liberté.





coll. Fondation Jean-Jaurès

Cadet Photocomposition - 75009 Paris Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot